



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine et à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

COMMUNIQUE DE PRESSE

NON À LA RÉPRESSION DE LA MANIFESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE

Deux semaines après la clôture en apothéose du Sommet de l'OCI, la réalité reprend immédiatement ses droits avec les tensions politiques, économiques et sociales, mais également le réflexe autoritaire d'un pouvoir dont la seule réponse semble être le mépris et la répression face à la demande sociale de plus en plus pressante.

La RADDHO qui était sur le terrain a pu constater les arrestations et bastonnades avec des matraques à décharge électrique - ce qui est assimilé à de la torture par la communauté internationale - de membres de la société civile, de militants de partis et de simples citoyen(ne)s venus crier leur ras-le-bol face à la hausse généralisée des prix des denrées de première nécessité.

C'est ainsi que Momar NDAO, de l'ASCOSÉN et Jean Pierre DIENG de l'UNCS ont été arrêtés et conduits au Commissariat de Dieuppeul, de même que Talla SYLLA, Président du Jef jël, qui était sorti du siège du PIT. Pire encore, Madame Mously Diakhaté, députée du peuple, a été traitée avec une violence et un mépris qui n'honore pas les forces de l'ordre.

La RADDHO :

- **condamne** fermement ces actes inqualifiables qui contreviennent au respect des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels ;
- **Appelle** le gouvernement à la retenue, au respect des dispositions de la Constitution de janvier 2001 relatives à la liberté de manifester et à ses obligations internationales en la matière ;
- **Exige** qu'une enquête soit ouverte sur tous les actes de violence et de mauvais traitements subis par les manifestants, que les responsables soient arrêtés et punis conformément à la loi.
- **Demeure** convaincu que la concertation nationale reste la seule solution pour sortir le Sénégal de l'impasse politique.

Après l'appel lancé pour le dialogue politique national, force est de constater que de tels actes sont loin de constituer des gages de confiance et de bonne volonté pour amener toutes les parties à la table de négociation dans la sérénité.

Fait à Dakar, le 30 mars 2008
Le Président